

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 245
VENDREDI 1^{er} DECEMBRE 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

LANCE
UN
APPEL

Camarades, Amis lecteurs,

IL FAUT EN SORTIR...

Car le « Lib » c'est bien autre chose qu'un journal comme les autres et c'est bien autre chose que l'œuvre passagère des équipes de compagnons qui se relayent pour l'animer.

Le « Lib », c'est depuis plus de cinquante ans la tribune permanente où retentit la parole anarchiste ; où sont dénoncées les iniquités d'une société agonisante rivée à ses égoïsmes et ses tueries, où sont démasqués les faux prophètes d'une nouvelle religion de servitude baptisée socialisme.

Le « Lib », c'est le merveilleux flambeau où, depuis un demi-siècle, des générations de jeunes gens sont venus réchauffer leur cœur et allumer en eux de généreuses aspirations de justice et de liberté par quoi se distingue la grandeur morale de l'Anarchisme.

Le « Lib », c'est, depuis ce jour de l'an 1895 où Sébastien et Louise le créèrent, le lien fraternel qui unit les membres de la grande famille libertaire et le porte-parole d'un magnifique idéal en lequel des milliers de compagnons ont puisé leur raison de vivre, et parfois de mourir.

Le « Lib » enfin, c'est l'œuvre collective que, depuis cinquante-cinq ans, des centaines de compagnons se sont acharnés à faire vivre contre vents et marées, y épuisant leur bourse et, souvent, leur santé. Mais aussi, à travers son demi-siècle, quels coups a-t-il reçus : poursuites, saisies, amendes, peines de prisons pour ses militants.

N'empêche qu'il fut toujours en avant pour défendre toutes les libertés.

Depuis cinq ans, le « Libertaire », à travers des difficultés qui auraient été pour tout autre journal insurmontables, a survécu. Sans argent, sans local, sans nombreux services appointés, uniquement forgé par les efforts des militants après leur labeur quotidien, il a rassemblé les énergies révolutionnaires, les volontés anarchistes et aujourd'hui, la Fédération Anarchiste et son organe comptent. Fin juin, notre trésorerie était en dette de huit cent mille francs. Que fallait-il faire ? Disparaître, rester les bras croisés, puis attendre des jours meilleurs.

Non ! Cela aurait été indigne de son passé.

Nous avons parlementé avec nos créanciers, nous engageant passé le cap des congés à rembourser et, momentanément, nous n'avons paru que toutes les quinze semaines.

Aujourd'hui, il faut prendre des décisions, équilibrer notre budget.

Certes, celui-ci serait facile à régler, nous contentant de faire un tirage limité ne servant que nos abonnés ou nos lecteurs certains, faire un journal ne touchant que les initiés.

Or, c'est l'honneur de la F.A., de ses militants, de vouloir que le « Libertaire » soit répandu partout dans la France entière et crie à tous ce qu'est l'Anarchisme.

Mais cela coûte cher, extrêmement cher. Actuellement les hausses constantes du papier, de l'imprimerie, des envois, des frais généraux, portent la dépense pour un numéro à deux cent mille francs, dix millions par an !

Et nos lecteurs, nos amis comprendront que, pour assurer sa vie matérielle, nous sommes dans l'obligation de porter le prix du numéro à quinze francs, l'abonnement de cinquante-deux numéros à sept francs, celui de vingt-six numéros à trois cent soixante.

Et pourtant, ce prix ne compense qu'une partie de nos dépenses, car nous ne récupérons après un long délai que la moitié de sa vente.

LE "LIBERTAIRE" DOIT VIVRE

Si le « Lib » disparaissait, une grande espérance s'éteindrait dans le cœur de nombreux compagnons. Et, dans ce monde où les raisons d'espérer ne sont pas si nombreuses, la disparition du « Lib » créerait un vide que nul autre organe ne pourrait combler.

Tu le sais, toi, compagnon de l'Anarchie, et toi, lecteur sympathisant, vous tous qui, chaque semaine, attendez votre journal, ce journal modeste parmi les géants de la presse, mais dont le souffle révolutionnaire dissipe un peu ce brouillard fétide fait de mensonges et de relents de corruption, au sein duquel achève de se décomposer le régime capitaliste.

Oui, vous le savez, vous tous, lecteurs fidèles à qui, chaque semaine le « Lib » vient redonner le courage de lutter « quand même », ce courage qui, parfois, et même chez les meilleurs, « flanche » au contact des quotidiennes et décevantes réalités.

Vous le savez, vous aussi, compagnons de la lutte anarchiste qui, parfois, emportés par l'impétuosité de votre caractère, sortez du « Lib » en claquant la porte, avec des mots définitifs — ou presque.

Si le « Lib » disparaissait, toute cette œuvre, somme de peines et de dévouements sans nombre, s'écroulerait. Et pour combien de temps ? Plus rien ne se dresserait face aux monstrueux totalitarismes, aux forces de mensonge et de corruption.

Il faut avancer ! Il faut que la Fédération Anarchiste, par la voie du « Lib », fasse entendre une voix puissante, assez forte pour briser la conspiration du silence, pour réveiller l'enthousiasme et les énergies populaires. Les circonstances l'exigent et, d'ailleurs, elles sont plus propices qu'elles ne l'ont été depuis longtemps.

Dans les milieux intellectuels, l'anarchie provoque un renouveau d'intérêt. Les moins aveugles commencent à réaliser l'énorme duperie du mirage bolchevik et, tournant le dos au socialisme autoritaire, ils ne peuvent que redécouvrir le socialisme libertaire.

D'autre part, la position nette, exempte de toute équivoque de la Fédération Anarchiste sur le problème de la guerre, son refus de pactiser avec aucun des deux blocs en présence, sa résolution, maintes fois affirmée, de ne pas s'incliner devant les « fatalités historiques », commence de porter ses fruits et, peu à peu, de cristalliser autour de la formule du TROISIEME FRONT les premiers noyaux d'une Résistance des Hommes Libres, à la guerre et à la servitude.

DEUX VOIES S'OFFRENT A NOUS :

VÉGÉTER

Une feuille qui maintient son existence, mais dont la parution reste incertaine, irrégulière, est incapable d'élargir son audience et d'étendre son combat.

Un brûlot qui combat pour l'honneur perd, forcément, pied à pied le terrain conquis. Un journal dont le déficit s'accroît de mois en mois est voué à la disparition, malgré les appels fréquents et lassants.

S'AFFIRMER

Un organe, à la mesure des possibilités qui s'offrent, doit être, pour pénétrer la grande masse, un journal attrayant, combatif et solide.

Attrayant et combatif, faisant appel à toute la collaboration possible.

Solide, pour cela nous faisons appel à vous, amis lecteurs.

Il faut sortir de la gêne et de la médiocrité une fois pour toutes !

Et bien, la Fédération Anarchiste a choisi : dès maintenant, Le Libertaire redevient hebdomadaire !

Mais si cette décision a été prise, c'est que nous avons compté sur vous pour un effort important, mais définitif, c'est que nous savons que vous répondrez à cet ultime appel.

Et pour cela, à ceux qui nous comprennent, à nos amis, aux groupes, de verser régulièrement un minimum de cent francs sur lequel nous pourrions compter pendant un certain temps. Cinq cents versements nous assureraient la certitude de sa parution et nous demandons à tous de faire cet effort.

Cinq cents camarades s'engageant à souscrire un versement régulier de cent francs par semaine et, non seulement la vie du journal est assurée, mais dans un an, « Le Libertaire » aura cent mille lecteurs. Certes, nous connaissons les difficultés de la vie. Nous savons que tous ne pourraient assurer un tel effort. Et c'est pourquoi nous ne faisons appel qu'à cinq cents camarades.

Il est impossible que nous ne les trouvions pas. Il est impossible que cinq cents militants ou sympathisants ne consentent pas chaque semaine de se priver d'une séance de cinéma, de deux apéritifs ou d'un paquet de tabac pour que vive et se développe leur journal.

Non ! Le journal de Sébastien Faure et de Louise Michel, de Pierre Martin et de Louis Lecoin, ce journal où écrivirent Kropotkine, Reclus, Malatesta, Makno, Voline et tant d'autres de nos penseurs et de nos martyrs, ne doit pas disparaître. Compagnons ou sympathisants, vous ne permettrez pas que se taise cette grande voix libertaire.

Et, après avoir apporté votre souscription, tu descendras, toi, compagnon, dans la rue pour y clamer les syllabes familières et toi, sympathisant, tu feras connaître à un ami qui l'ignore encore, un journal dont le format modeste donne asile à une grande espérance de justice et de liberté.

Ainsi, tous ensemble, unis dans un effort commun, nous surmonterons toutes les difficultés !

Pour que se perpétue le cri de nos frères espagnols tombant en 36 : « VIVA LA ANARQUIA ! »

LE "LIBERTAIRE" VIVRA !

ATTENTION!!! Le « Lib » reparait hebdomadaire, chaque VENDREDI, au prix de 15 francs le numéro.

Prix de l'abonnement inchangé, jusqu'au 15 janvier 1951. HATEZ-VOUS !

Le Comité National de la Fédération Anarchiste.

AVIS AUX GROUPES : Cette page peut être affichée surchargée d'un trait de couleur (crayon rouge ou bleu). Pour la vente à la criée, la page 4 de ce numéro a été aménagée spécialement.

Après le Congrès F. O. NOTRE GALA ANNUEL

NOUS revenons cette semaine sur le 2^e Congrès de la C.G.T.-F.O., pour analyser, cette fois, les impressions des minoritaires.

En général, ceux-ci sont amenés à formuler d'amères constatations mais, de ce congrès, ils ont à la fois gardé un espoir, et tiré une leçon pour l'avenir.

Voici ce qu'écrivait notre camarade Périol, d'Angers :

Le Congrès Confédéral Force Ouvrière 1950, qui vient de se tenir, a démontré péremptoirement qu'il y avait quelque chose de changé dans le Mouvement Syndical depuis la soi-disant libération. Quelques esprits chagrins qui se refusent à accepter le fait penseront sans doute comme nous : que nous sommes en droit d'espérer, d'espérer au réveil de la conscience syndicale.

De nouvelles figures apparaissent. L'idée gestionnaire fait son chemin avec ou sans les technocrates et, comme le disait un camarade de Saint-Etienne, les raisons de gérer la production par la classe ouvrière permettront une économie distributive de se réaliser. Il n'est pas possible de songer à la répartition équitable tant que le contrôle de la production sera entre les mains d'un capitalisme stupide et de technocrates égoïstes.

Des accents sincères furent émis par les minoritaires pendant toute la durée du congrès sur les principes de nos grands penseurs du Syndicalisme : Pelloutier, Proudhon et bien d'autres.

Il est regrettable que les « vieux chevrons » de la manœuvre en coulisse aient tenté de faire de l'antiouvriérisme par crainte de la chaussette à clous. Le

politicien Peeters, ayant des connaissances développées sur l'art de la « grande manœuvre », n'a pas craint, malgré le vote d'une résolution sur l'unité acceptée par toute la Commission désignée à cet effet, de présenter à la dernière minute une motion renvoyant aux calendes grecques toutes possibilités de regroupement syndical.

C'est un travail qui est coutumier chez les inamovibles. Mais qu'ils sachent que l'affaire n'est pas dans le sac. Un jour viendra bientôt où l'élément sain qui cohabite à Force Ouvrière imposera, non la dictature de la trique, mais sa force d'action dans la lutte syndicale. Ils doivent savoir pourtant que seules l'énergie et la volonté des ouvriers manuels ont fait le mouvement syndical dans le passé ; ceci ne devrait pas être oublié par ceux qui, trop souvent, ont pris le syndicalisme comme piédestal.

Cependant, si nous sommes en partie satisfaits, nous regrettons que les camarades qui se sont affirmés à la tribune du Congrès confédéral n'aient pas coordonné leurs efforts. Nous aurions eu un grand succès si moins de militants étaient montés à la tribune ; la présentation des critiques justifiées aurait gagné d'être mieux préparée.

Le mécontentement fut général ; cela n'a pas empêché de voter le rapport moral à une écrasante majorité. Cela tient à ce manque de coordination d'une part, et aux démarches des « commis-voyageurs » d'autre part. Les échecs de ce mécontentement ont débordé les assises du Congrès.

La Presse parisienne unanimement — même « l'Humanité » — a souligné chaque matin les sévères critiques apportées par la base contre le Bureau Confédéral. « l'Humanité » était mal placée pour souligner ces critiques, car il serait souhaitable qu'elle en fasse autant au moment des assises du Congrès Confédéral C.G.T. — à condition toutefois qu'il y soit permis de monter à la tribune et d'écouter dans les plumes d'un Benoît Frachon ou de friser les moustaches de l'ex-léon de 1910 — j'ai nommé Monmousseau.

Nous pensons donc qu'il est grand temps de mettre au point une formule ayant pour tâche de réunir les efforts éparpillés. Ceux qui estiment qu'il suffit d'essayer les tapis ministériels pour obtenir satisfaction ne doivent pas se considérer comme les tenants du syndicalisme. Si cela devait continuer, leur prédominance à la tête du mouvement écarterait pour longtemps ceux qui pourraient être les meilleurs ouvriers de la Liberté. Ce sont les cotisations des pilotes qui prépareront les purges salutaires.

Nous sommes de ceux qui conçoivent la solidarité internationale dans des moments de lutte, ce qui diffère totalement des moments alloués pour créer des prébendes à ceux profitant des avantages à la consolidation des positions qui, demain, empêcheront le Mouvement Syndical de se libérer de la tutelle des politiciens.

Nous sommes, quant à nous, décidés à participer à l'organisation de ceux qui veulent que « ça change ». L'unité ne se fera pas ; les uns ne la veulent pas et les autres manquent de confiance, ce que nous regrettons d'ailleurs.

C'est pourquoi nous devons mieux nous connaître. Nous devons conjuguer nos efforts, il faut que notre action soit à la fois une rédemption et une attraction, en un mot lutter, si nous ne voulons pas végéter dans un corps sans âme. Les interventions nous ont démontré que tout espoir n'était pas perdu et que nous avions des possibilités. Le moment est venu.

La nécessité d'organiser la minorité est également le souci de Hébert, de l'U.D.F.O. de la Loire-Inférieure.

Commentant, dans la « Révolution Prolétarienne » de novembre, le « Triomphe de la Bureaucratie », il écrit :

« Tout ceci nous amène à penser qu'il faut absolument organiser la minorité. »

Trop de figures inquiétantes gravitent autour du Bureau confédéral pour que nous ne sentions pas l'impérieuse nécessité de nous démarquer.

Et il conclut :

« Tout n'est pas encore perdu à Force Ouvrière, mais nous avons le devoir de rester vigilants. »

Tandis qu'à l'U.C.E.S. on ne se fait pas d'illusions sur la démocratie qui, d'après Bothereau, règne à F.O. :

« Dans un congrès Force Ouvrière, déclare leur bulletin du 10 novembre, on peut dire comme on veut ce qu'on a sur le cœur ou, comme cela s'est vu, virupérer les secrétaires confédéraux, mais la démocratie s'arrête là. Léon Jouhaux n'est certes pas encensé comme le petit père des peuples », mais il agit à peu près comme s'il l'était. Et les mécontents n'ont que la ressource de préparer de nouvelles interventions pour le prochain congrès confédéral (deux ans plus tard), ou de s'enfermer dans leur syndicat et d'y faire ce que bon leur semble (cette attitude est d'ailleurs généralement sanctionnée par la privation des moyens matériels dont on dispose au niveau confédéral) ou encore d'aller planter leur tente ailleurs ».

Ce bulletin de l'U.C.E.S. insiste sur l'existence d'une minorité à F.O., comme nous l'avions souligné nous-mêmes, minorité que les confédéraux prétendent nier.

« Non seulement, il ne faut pas dissimuler l'existence d'une minorité, mais encore il faut l'affirmer et l'encourager dans un comportement autonome à l'égard des instances confédérales. »

« Est-ce à dire que la minorité doit quitter F.O. ?... Si la question est envisagée sous l'angle de la constitution d'une nouvelle confédération s'ajoutant à celles qui existent déjà, la réponse coule de source : le remède serait pire que le mal. Mais il n'est pas qu'une ou deux issues à une situation comme celle-là. »

Quant à nous, qui avons toujours placé ici le syndicalisme au-dessus de toutes les boutiques syndicales, notre conclusion ne changera pas.

C'est parce que ce furent les représentants de syndicats de base, et surtout de syndicats d'ouvriers, qui ont mené l'assaut contre la bureaucratie des pontifes, que nous ne désespérons pas.

Il reste encore d'immenses possibilités pour les syndicalistes révolutionnaires, s'ils demeurent en contact avec les travailleurs.

Plus que jamais s'impose le regroupement de tous ceux qui veulent faire prédominer dans les syndicats le principe d'une action révolutionnaire contre le patronat et l'Etat, et maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2^e REGION ARGENTEUIL

Samedi 2 décembre, à 20 h. 30 Salle de la « Pensée Humaine » 42, rue de Paradis

J. Maitron parlera de son livre « Histoire du Mouvement Anarchiste »

en France de 1880 à 1914

3^e REGION BORDEAUX

Vendredi 8 décembre, à 21 h., à l'Athénée Municipal :

Contre la guerre qui menace que faire ?

Orateur : Aristide Lapeyre

4^e REGION MONTPELLIER

Mardi 12 décembre, à 21 h., salle des Concerts

BEDARIEUX. — Mercredi 13 décembre, à 20 h. 30, salle de la Maison du Peuple.

5^e REGION NICE

8 DECEMBRE

Salle Carlonia

La Consommation au service de l'homme

21 DECEMBRE

Café de Lyon

La Commune libertaire

COMMENT décrire un tel succès ? Cette soirée fut la plus réussie de toutes celles que notre Lib a organisées. Le début même de ce gala avec Humberto Cantio et ses rythmes cubains, devait marquer tout le spectacle de son allure endiablée. Soléa Montoya de la « Puerta del Sol », au cours de deux trop brèves apparitions, nous démontra la sûreté de son talent chorégraphique par ses belles interprétations de danses flamenco. Puis l'ami Gabriello vint conter d'irrésistible façon les histoires domestiques, d'une grande famille régnante, et d'autres aventures moins illustres mais non moins drôles ; il retrouva son sérieux et une articulation impeccable pour présenter son chef-d'œuvre : Suzanne Gabriello dans son tour de chant. La jeune Suzanne ne fait preuve d'une bonne assurance et l'accueil de la salle est sûrement pour elle le meilleur des encouragements, mais elle pourrait demander à son chansonnier de père de lui écrire quelques couplets bien venus qui formeraient la base de son répertoire.

Toute l'équipe des « Trois Maillets » avait quitté ses oubliettes pour la Mutualité. Léo Campion conta de façon biblique la véritable histoire du Paradis Terrestre avec les versions condensées pour les buveurs de vodka et de coca-cola. L'autre Léo, Noël, parfait chanteur des rues avec son nostalgique instrument à bandes perforées obtint un beau succès surtout avec sa dernière chanson, vieux succès de Gilles. Catherine Sauvage vit les œuvres qu'elle dit ou chante, poèmes de Raymond Asso ou chanson, elle traduisit tout avec un ardeur totale. Le genre particulier qu'elle a choisi lui a valu l'enthousiasme du public. Cora Vaucaire chanta le Prisonnier de la Tour et d'autres chansons ; mais pas assez pour satisfaire l'auditoire : en clôturant la soirée vers

Congrès de la C.N.T.

L'orientation syndicale n'étant pas à l'ordre du jour du Congrès, une commission a été chargée d'établir une motion. Cette motion, dont nous reproduisons les principaux passages ci-dessous, est valable jusqu'au prochain Congrès, où l'orientation syndicale fera l'objet d'un débat sérieux.

Le Congrès rappelle le paragraphe suivant de la Charte de Paris :

« En condamnant la « collaboration des classes » le Congrès tient à déclarer que ce ne sont pas les discussions inévitables entre patrons et ouvriers qui constituent des actes de collaboration de classes. En ne voyant dans ces discussions qui résultent de l'état de chose actuel qu'un aspect de la lutte permanente des classes, le Congrès précise que la collaboration des classes est caractérisée par le fait de participer, dans des organismes réunissant des représentants des ouvriers, des patrons ou de l'Etat, à l'étude en commission des problèmes économiques dont la solution apportée ne saurait que prolonger, en la renforçant, l'existence du régime actuel. »

Il est nécessaire de préciser quels sont ces organismes, les uns pouvant en vertu de ces mots repousser toute participation, et les autres pouvant en vertu des mêmes mots se permettre toutes les participations. Ce travail sera l'œuvre du prochain Congrès. En attendant, les délégués se mettent d'accord sur les points suivants :

Délégué du personnel : La C.N.T. est pour.

Comité d'entreprise : La C.N.T. demande à ses syndicats de propager l'idée du contrôle syndical de la production par les sections syndicales d'entreprise. La participation circonstancielle aux Comités d'entreprises pour s'en servir est laissée au contrôle des Unions locales.

Conventions collectives nationales : La C.N.T. est contre, car une article permet de faire des conventions particulières entre patrons et ouvriers sans l'arbitrage de l'Etat, nous devons engager les sections syndicales d'agir en conséquence.

Prud'hommes : Aucune participation aux élections mais les syndicats doivent être défendus par leur organisation devant les Prud'hommes.

Pouvoirs publics : Les organisations de la C.N.T. se chargeront de la défense des intérêts des travailleurs face aux Pouvoirs publics.

Sécurité sociale : La C.N.T. lutte pour la transformation de la Sécurité sociale dans un sens plus favorable. Les mesures pratiques de cette transformation seront exposées dans le « Combat Syndicaliste ».

Allocations familiales : La C.N.T. se contentera de donner les conseils juridiques sur ce point.

CALENDRIER 1951

D'une présentation artistique impeccable, 2 couleurs, rouge et noir, avec feuillets mensuels, sur fort carton, au prix de 80 fr., franc 95 fr. C.C.P. E. Guillemau 5072-44.

A chaque lecteur du « Libertaire », un calendrier du « Libertaire ».

Passez dès aujourd'hui votre commande, nous vous l'expédierons première semaine de décembre.

2 heures du matin nous aurions donné satisfaction à tout le monde.

Les frères Demarny aussi dynamiques que comiques nous ont prouvé que l'art du mime peut doubler la valeur d'une chanson, leur présentation et leurs charges politiques parfaitement au point représentèrent une complète réussite ! Bien entendu il était là, notre vieux ami chevelu, j'ai nommé Yves Deniaud ; l'an passé il avait perdu la mémoire, cette année il pleura et ne resta pas plus de 5 à 6 minutes sur le plateau au grand regret de ses innombrables amis. Si Dubout était venu il aurait vu ses propres modèles évoluer sur scène grâce aux « Garçons de la rue ». Une pochade expressive sur le couple classique, c'est-à-dire trois personnes, dont le texte inutile est remplacé par la citation des nombres permet des effets d'un très haut comique. Une imitation de grand music-hall, avec Folies-Bergère, permet d'apprécier tous les talents de ces curieux comédiens. Malheureusement le respect de l'horaire nous oblige à écourter le passage des vedettes ; Guy Marly ne chante qu'une mince partie de

son répertoire malgré les protestations du public. René Paul, l'as de la « Tomate », a juste le temps de détailler une rosserie sur un confrère, actuellement au firmament s'inspirer des conseils de René Paul ; il s'agit du créateur de Ma Pomme. Il y avait aussi la chorale « Chantons au vent » des Auberges de la jeunesse, mais nous n'avons pas eu le temps d'en profiter et leur audition fut trop courte. Enfin à 24 h. 30, Robert Rocca racontait les dernières histoires sans s'occuper de l'horaire des derniers métros.

Comment résumer l'impression générale ? Certains m'ont dit que le reproche, généralement formulé, était la trop grande richesse du programme, peut-être ont-ils raison ; mais avouez que c'est un reproche qu'on ne fait plus souvent à notre époque de vaches maigres. Nous devons remercier particulièrement le présentateur Henry Murray et les accompagnateurs : André Lys et Alain Romans.

Et maintenant, à l'œuvre pour le prochain gala !

L'heure du choix

(Suite de la 1^{re} page)

LA TOLERANCE ? Sans doute faudrait-il remonter aux féroces guerres de religion qui ensanglantèrent la France au XVI^e siècle pour retrouver semblable sectarisme dans les luttes idéologiques et semblable cruauté dans les luttes guerrières. Le « Vœu Vicieux » antique est revenu en honneur et les « lois » de la guerre, fragiles garanties du vaincu contre le bon plaisir du vainqueur, se sont elles-mêmes évaporées dans le déchaînement des haines. Le civil est devenu, au même titre que le militaire, un ennemi à abattre et, par réaction, le civil s'est mué en un soldat sans uniforme qui, sachant ne devoir compter sur nulle grâce de l'adversaire, se montre lui-même implacable. Ainsi, par des réactions en chaîne, l'intolérance et la cruauté gagnent du terrain à chaque nouveau heurt, dépouillant l'homme de son humanité pour lui restituer sa barbarie primitive.

LA DIGNITE ? En élevant à la hauteur de véritables institutions sociales les hideux camps de concentration ou de « rééducations », les Etats du XX^e siècle ont ressuscité les formes les plus dégradantes de l'esclavage antique. Les vingt millions de morts, assassinés dans les camps allemands et les quatorze millions de forçats fertilisant et industrialisant pour le compte de l'Empire Russe les steppes glacées de la Sibérie, comme les monstrueux transferts de populations dont a été le théâtre l'Europe d'après guerre témoignent d'un recul historique de trente siècles.

QUANT A LA LIBERTE... Détruite dans les pays totalitaires où elle n'existe plus qu'à l'état de souvenir, elle se rétrécit sans cesse, telle une peau de chagrin, dans les pays démocratiques.

Que certains peuples se soient laissés voler leur révolution par une caste technobureaucratique — comme le peuple français s'est laissé voler la sienne par la bourgeoisie — le fait, regrettable en soi, ne serait historiquement grave si ces peuples avaient conservé une claire notion de la liberté et le désir de la reconquérir.

Mais il faut reconnaître qu'une inquiétante amnésie paralyse actuellement les facultés pensantes comme les énergies populaires — et pas seulement chez les peuples asservis — laissant ainsi le champ libre aux insolents triomphes des vieilles et des nouvelles servitudes. Et ce n'est pas l'un des aspects les plus étonnants de ce monde moderne qu'on d'entendre la liberté exaltée par ceux-là même qui l'assassinent : les hommes d'Etat, les généraux et les dictateurs.

Ainsi, au bilan de ce demi-siècle, s'inscrit une faillite totale. De la grande espérance saluant la naissance de ce siècle, il ne reste plus que des ombres, des souvenirs, des regrets. Et l'Eternité, insensible à cet instant terrestre, enregistre le spectacle d'une planète couverte de mines et de charniers parmi lesquels errent des multitudes hébétées qu'un effrayant fatalisme conduit vers l'acceptation de lendemains pourris.

EST-CE UNE RAISON SUFFISANTE POUR DESESPERER ? Non !

D'abord parce que l'Histoire nous apprend que rien n'est jamais perdu et qu'aux périodes de sombres succèdent toujours des révoltes sauveurs. Ensuite parce que, précisément, des signes précurseurs de ce réveil se manifestent. Dans l'universelle confusion des doctrines et des pensées, ça et là commencent à sortir des foules encore muettes, des hommes qu'une inquiétude lucide amène à opposer un refus formel à la folie collective.

Que tous ces hommes ne soient pas des anarchistes, que certains même nous ignorent encore, voilà qui est indiscutable.

Mais il est non moins vrai que ces hommes découvrent aujourd'hui, parfois sous des vocables nouveaux, des vérités anciennes que nous n'avons cessé de proclamer et prenne peu à peu conscience que le refus de l'annéantissement n'aura de valeur et d'efficacité que dans la mesure où il sera accompagné d'affirmations morales, sociales, économiques.

Morales en restituant à l'homme, la conscience de son humanité, en redonnant aux concepts de liberté et de dignité un contenu dont ils ont été vidés par ceux-là même qui les clament abusivement. Sociales en jetant les bases d'une société où l'individu retrouvera sa place en cessant d'être un robot enrégimenté par la caserne ou l'usine. Economiques en retirant à une classe sociale la direction d'un monde que son aveugle égoïsme entraîne vers l'abîme — sans pour cela remettre cette direction à des Etats encore plus tyranniques et plus aveugles.

Ainsi des hommes, venus parfois d'horizons fort éloignés, se recherchent en recherchant les nécessaires voies de salut. De cela les anarchistes ne peuvent que se réjouir, eux qui, depuis près d'un siècle, mènent ce combat presque seuls.

Car, dans l'immense chaos planétaire où menace de s'effondrer l'humanité, nous ne serons jamais trop nombreux à opposer un refus total à la monstrueuse imbécillité de la guerre, à l'envahissante contagion des nouvelles servitudes, comme à proclamer la nécessité des transformations sociales, seules susceptibles de rendre ce monde habitable.

Mais il appartient aux anarchistes d'éclairer cette marche convergente vers un rendez-vous commun : l'instauration d'un monde libre, juste, humain, pacifié, en dénonçant le confusionnisme des uns, en provoquant une claire prise de conscience chez les autres.

Car ce rendez-vous ne sera valable et efficace que dans la mesure où il n'admettra que des hommes résolus à placer la libération morale, intellectuelle, sociale et économique au premier plan de leurs préoccupations, c'est-à-dire résolus à promouvoir la création d'une société où la liberté s'inscrira naturellement dans un nouvel ordre économique.

Il serait sans objet, pire encore, il lézarderait l'échancée de la guerre et de la servitude, s'il accueillait des hommes dont il importe peu, au fond, de connaître le degré de sincérité ou de duplicité, mais dont il est par contre capital de savoir que tous leurs efforts tendent à faire triompher un régime où la liberté est absente, où l'individu est sacrifié à la masse et la masse elle-même à un mythe militaire-social incarné par une nouvelle hiérarchie sociale.

Dissiper la confusion est la première tâche. Répétons-le donc encore : ce ne sera pas plus en recherchant, dans la crainte de la servitude, comme le font les socialistes (et certains syndicalistes, tels Louzon) une alliance avec la ploutocratie américaine (alliance génératrice d'une guerre déjà implicitement acceptée par lesdits socialistes, que par des rapprochements avec les agents de l'expansionnisme russe, comme le font certains pacifistes dans la crainte de la guerre, qu'on parviendra à un nécessaire regroupement.

La conjoncture du monde est telle que l'obligation du choix s'impose :

Soit la liberté (relative) du bloc américain avec, en contre-partie, l'acceptation de la guerre ;

Soit la « Paix » du bloc russe, ce qui implique l'acceptation de son régime esclavagiste ;

Soit la lutte simultanée contre la guerre et la servitude.

L'HEURE EST VENUE DE FAIRE UN CHOIX DECISIF, CLAIR, RESOLU.

Decisif, parce qu'il engage le destin du monde.

Clair, parce que la confusion est à la base de l'inaction populaire à qui on ne donne à choisir qu'entre une fausse liberté et une vraie guerre. Résolu, parce que les événements peuvent nous gagner de vitesse et que la lutte commencée devra être poursuivie jusqu'à la victoire.

C'est dans la perspective de ce choix, de cette prise de conscience, de cette volonté de survivre que se situe la formule du 3^e FRONT lancée par la Fédération Anarchiste.

Comme nous l'avons déjà précisé, il ne saurait être question, par là, de promouvoir quelque vague rassemblement organique d'hommes aux pensées divergentes dont des expériences récentes ont démontré l'inconsistance et l'invincibilité.

Mais, dans ce monde ébranlé par le choc d'un capitalisme agonisant qui ne trouve de moyens de se survivre que dans la guerre, et d'un faux socialisme générateur de nouvelles servitudes, nos efforts tendent à cristalliser autour d'une IDEE-FORCE le refus instructif des multitudes comme la négation des plus lucides ; à concrétiser la révolte des hommes contre tous les esclavages sociaux, étatiques et militaires ; à réveiller les énergies populaires dont l'action fera surgir du chaos actuel un nouvel ordre social et économique.

A l'heure où le choix s'impose et devient inévitable, le « 3^e FRONT » HUMAIN ET REVOLUTIONNAIRE dresse contre l'absurdité de ce monde partagé entre deux blocs également condamnables le lucide refus du sacrifice inutile et la volonté d'édifier une société à la mesure de l'homme.

C'est pourquoi il est ouvert à tous les hommes de bonne volonté.



CALENDRIER S.I.A. 1951



Ce magnifique calendrier de S.I.A. doit être dans tous les foyers antiautocratiques. Le réclamer à E. Guillemau, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5072-44.

LE GROUPE D'ACTION POUR L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE organise le vendredi 12 décembre, Salle Wagram (Métro Ternes ou Etoile)

Un grand meeting contre la guerre

Fédération Anarchiste La Vie des Groupes

Les secrétaires de Groupes et des Régions sont priés de nous donner le renouvellement des nouveaux bureaux et un compte-rendu d'activité mensuel.

Les trésoriers sont invités à payer les cartes et timbres chaque trimestre.

1^{re} REGION

HAVRE. — Les camarades du groupe se réunissent les 1^{er} et 3^e dimanches, de 10 heures à 12 heures, au Café « Les 6 Billards », 56, Cours de la République.

2^e REGION

Groupe Paris-XIV. — Réunion du groupe le mercredi 6 décembre, à 20 h. 30, local habituel.

Cercle révolutionnaire lutte de classe Montgeron. Nous invitons nos amis et sympathisants à assister à la réunion d'information sur la Yougoslavie traitée par le camarade Morgane de retour de Yougoslavie, qui se tiendra le jeudi 7 décembre, à 21 heures, 25, rue de Chalandray, salle des réunions.

Groupe d'Aulnay-sous-Bois. — Le groupe en constitution invite tous les militants et sympathisants à la réunion d'information qui se tiendra le samedi 9 décembre, à 20 h. 30, au café « Le Petit-Cyran », place de la Gare.

Ordre du jour très important. La présence de tous est indispensable.

CLAMART-ISSY-LES-MOULINEAUX. — En vue de la formation d'un groupe, écrire F. A., 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Levallois environs, Paris-17^e (Groupe Durru). — Au « Vieux Normand » (face métro Rome).

1^{er} Samedi 2 décembre, 21 heures à 23 h. : Cours gratuit d'espéranto, langue internationale (ouvert à tous).

2^e Mercredi 6 décembre, réunion du groupe (adhérents et sympathisants) :

— de 21 heures à 22 heures : rapports d'activité, cotisations, solidarité, bibliothèque, divers.

— de 22 heures à 23 heures : Causerie éducative par le camarade Laisant : « Contre toutes les formes d'autorité ».

MONTROUGE - CHATILLON - SOUS-BAGNEUX. — En vue de la formation d'un groupe, voir ou écrire à : Paulette Girard, 18, rue Pierre-Semart, à Châtillon-sous-Bagneux.

VANVES-MALAKOFF. — Pour les adhésions au groupe, adressez-vous, tous les dimanches matin de 9 h. à 12 h., aux vendeurs du « Lib », rue Bérange, à Malakoff.

3^e REGION

REIMS. — Un service de librairie se tient tous les dimanches matin au marché J.-Jaurès, angle rue J.-Jaurès et Bd Jamin. Vente, location et prise de commande de livres, brochures, journaux, etc. Pour tout ce qui concerne cette librairie, s'adresser à : Lermillier Maurice, 222, rue J.-Jaurès.

4^e REGION

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignements : tous les jeudis, de 19 h. à 19 h. 45, café Boze, quai des Indes.

NANTES. — Le Groupe Francisco Perrier reprend sa permanence tous les samedis, de 18 h. à 20 h., rue Jean-Jaurès, n° 33.

Adressez correspondance à Henriette Le Schedid (même adresse).

5^e REGION

MACON. — Groupe Germain. — Tous les camarades désireux de participer au Mouvement Anarchiste Français sont invités à se mettre en relation avec le camarade Chauroux Marcel, Pierrelles (S.-et-L.).

GROUPE LYON CENTRE

Tous les samedis, de 16 h. 30 à 19 h., permanence, librairie, adhésions, cotisations.

Jeunesse Communiste Libertaire. — Les jeunes ayant pris conscience du rôle des jeunes dans la société actuelle et ayant de la sympathie pour le mouvement libertaire, sont invités à contacter le groupe des jeunes communistes libertaires, tous les jeudis, 33, rue des Chartreux Lyon Croix-Rousse.

6^e REGION

BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Bourse du Travail, rue Lalarrie, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et toute la presse.

10^e REGION

TOULOUSE. — Le groupe

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

LE PROBLEME PAYSAN

Le problème paysan est certainement un des plus difficiles à résoudre dans le cadre de l'économie empirique yougoslave. Les facteurs naturels d'opposition sont d'ordre divers. Pour le plus important, d'ordre économique, il convient de souligner que l'industrialisation massive que prétend entreprendre Tito a pour effet de prélever des campagnes un effectif important de la population rurale. Ne perdons pas de vue qu'avant sa « libération nationale » la Yougoslavie était un pays presque essentiellement agricole aux méthodes productives primitives. De ce fait la reconversion de l'économie paysanne en économie industrielle nécessite la formation technique d'une main-d'œuvre appropriée qui a pour conséquence de dégarner l'immense réservoir humain constitué par la paysannerie. Selon les statistiques officielles depuis la promulgation du plan quinquennal, un million de paysans furent employés dans l'industrie (principalement dans les mines et la métallurgie). Aussi est-il nécessaire de compenser ces pertes par une modernisation de la production agricole tant sur le plan de l'organisation que de la rationalisation que sur celui de la planification.

La bourgeoisie paysanne en tant que facteur de classe est un élément avec lequel les dirigeants yougoslaves sont obligés de composer (2). En effet les paysans ont conservé, en dépit de toutes les transformations du pouvoir qui se sont succédées depuis plus d'un siècle, un attachement opiniâtre à « leurs » terres, à « leur » propriété. Ce sentiment qui les anime encore les conduisit très naturellement à lutter, les armes à la main, contre l'invasion et l'occupant hitlérien. Ce même attachement à la propriété leur fait refuser la domination soviétique et celle des fonctionnaires du titisme. Hantés par la menace des systèmes kolchoziens et sovkhosiens de l'U.R.S.S. qui les déposséderaient pensent-ils (3), ils deviennent alors des alliés de Tito contre une éventuelle invasion stalinienne. Mais pour conserver ses alliés celui-ci est contraint de leur consentir des avantages certains. Et cela explique pourquoi les dirigeants yougoslaves pécinent sur le problème de la « socialisation » des terres. Les propriétaires paysans représentent une force en Yougoslavie, et nombreux sont les exemples de rébellion active de ceux-ci contre les impositions du gouvernement. Plusieurs paysans en 1949 brûlèrent leur récolte plutôt que de la livrer à l'Etat. Et l'Etat se montre tout à fait conciliant à leur endroit. Il prétend mener le combat contre la propriété agricole sur le terrain idéologique, à savoir la valeur de l'exemple et le principe du « volontariat », mais en réalité tolère et théorise les privilèges des propriétaires paysans. Il suffit de savoir que la superficie des terres « socialisées » (propriétés d'Etat et coopératives) ne représente que 25 % de la superficie cultivable pour s'en convaincre. Il est vrai que la part exploitable des propriétaires fonciers a été ramenée par décret (4) à 30 hec-

tares. Il n'en subsiste pas moins que le propriétaire de ces 30 hectares est pratiquement un exploitateur. Il peut employer pour les cultiver une main-d'œuvre qu'il soumet à la loi générale du travail, qu'il paie donc le moins cher possible, et il a le pouvoir de vendre le produit de ses terres sur le marché libre qui n'est soumis à aucune réglementation. Il réalise ainsi des bénéfices appréciables qu'il s'empresse d'épargner ou de réaliser en valeurs solides. Visitez les grandes villes de Yougoslavie et vous constaterez comme nous que la clientèle des banques, caisses d'épargne et les bijouteries, est en majeure partie paysanne. Nous voyons donc qu'il y a un fond de vérité dans les « attaques du Kominform » contre le maintien des koulaks en Yougoslavie.

LES COOPERATIVES

Jetons un regard sur l'organisation du secteur « socialiste ». Il existe selon les rapports qui nous furent fournis — quatre types de zadruzas (coopératives) en Yougoslavie.

Premier type. — Les paysans qui veulent s'intégrer dans ce premier type de coopérative remettent leurs terres à la gestion collective et perçoivent en retour une rente proportionnelle à la superficie et au rendement de ces terres. Le montant de cette rente varie entre 30 et 50 %. Elle n'est versée qu'aux propriétaires possesseurs de plus de 10 hectares cultivables. Si le paysan veut se retirer, ou s'il est exclu de la coopérative, il peut récupérer ses biens. Il existe très peu de coopératives de ce type. Remarquons que cette « gestion » n'a rien en soi de socialiste. Elle fait subsister, dans une même collectivité de production des privilèges dont jouissaient déjà avant la transformation de la société, les propriétaires.

Deuxième type. — Très semblable au premier mais la rente est moins importante. Elle est réservée en majeure partie à ceux qui possèdent moins de 10 hectares.

Troisième type. — La terre quelle qu'en soit la superficie est toujours propriété du paysan, mais il peut en faire don total et définitif à la coopérative. Auquel cas il abandonne son droit à la rente.

Quatrième type. — Les terres appartenant entièrement à la coopérative, le droit de propriété est abandonné. Ces coopératives sont les propriétés d'Etat, englobant le secteur nationalisé, c'est-à-dire les terres dont les propriétaires furent dépossédés, soit parce qu'ayant collaboré avec l'occupant, soit parce que leurs possessions excédaient 30 hectares. Ce dernier type de coopérative est la transposition yougoslave du sovkhosze stalinien. C'est le type le plus courant.

Nous pouvons remarquer qu'aucun de ces types de zadruzas ne mérite l'appellation de « coopératives ». Aucun ne réalise la propriété collective et la gestion collective des terres sous sa

A PRES avoir examiné quelles sont les conditions de vie du travailleur yougoslave, quel est son pouvoir d'achat, comment sont réglées la distribution et la production, après avoir souligné l'inégalité sociale entre les différentes couches productrices d'une part et la bureaucratie dirigeante d'autre part, nous allons aborder au cours de cet article l'étude du fonctionnement et du rôle de la paysannerie en Yougoslavie (1).

Elle peut séduire ceux qui préfèrent abandonner une partie de leurs avantages du secteur libre mais qui, en retour, jouissent de la protection des pouvoirs d'Etat et sont exonérés d'impôts.

Deuxième type. — Très semblable au premier mais la rente est moins importante. Elle est réservée en majeure partie à ceux qui possèdent moins de 10 hectares.

Troisième type. — La terre quelle qu'en soit la superficie est toujours propriété du paysan, mais il peut en faire don total et définitif à la coopérative. Auquel cas il abandonne son droit à la rente.

Quatrième type. — Les terres appartenant entièrement à la coopérative, le droit de propriété est abandonné. Ces coopératives sont les propriétés d'Etat, englobant le secteur nationalisé, c'est-à-dire les terres dont les propriétaires furent dépossédés, soit parce qu'ayant collaboré avec l'occupant, soit parce que leurs possessions excédaient 30 hectares. Ce dernier type de coopérative est la transposition yougoslave du sovkhosze stalinien. C'est le type le plus courant.

Nous pouvons remarquer qu'aucun de ces types de zadruzas ne mérite l'appellation de « coopératives ». Aucun ne réalise la propriété collective et la gestion collective des terres sous sa

dépendance. Dans le 1^{er}, le 2^e et le 3^e type l'Etat contrôle, dans le 4^e il dirige. Toutefois dans les trois premiers types les paysans ont intérêt à augmenter la production dont ils bénéficient en proportion de leur rente. Mais par contre la sécheresse et les intempéries peuvent aboutir à un abaissement du rapport des terres. Dans ces trois types les taux de prélèvement de l'Etat sont variables. Ils sont généralement déterminés par le président de la zadruza, toujours membre du parti, et ils dépendent en définitive du degré de résistance des paysans. Selon telle ou telle région l'imposition est plus ou moins élevée. Et il est incontestable que le paysan du Voïvodine ou de Croatie est moins riche que celui de la Serbie ou de la Macédoine. Dans la plupart des cas, ces trois types de zadruzas pratiquent une méthode de rémunération en « matières » évaluée en kilos de blé ou de maïs par « journée labour ». La « journée labour » est la norme de production maximum qu'un ouvrier peut effectuer en 8 heures ou 10 heures dans certains cas. Il est bien certain que cette « journée labour » est difficile à réaliser ; mais elle ne constitue jamais un maximum à atteindre. Ainsi le travailleur qui réalise sa tâche en 6 heures est obligé de poursuivre son travail jusqu'à l'horaire imposé.

Les paysans intégrés dans le quatrième type de zadruza n'ont pas le souci

de la crise, mais perdent tout espoir d'améliorer leurs conditions de vie. Ils sont employés par l'Etat et leur rémunération soumise à la loi nationale des salaires. Le salaire est également déterminé en « journées labour » et ces « journées labour » sont variables suivant la qualification du travailleur. Ainsi 8 heures de travail d'un garçon d'écurie ne représentent qu'une demi « journée labour » alors que les 8 heures d'un conducteur de tracteur peuvent être évaluées à 2 « journées labour ».

Dans ces coopératives la moyenne des salaires annuels représente environ 150 journées labour soit 147 dinars par jour. Mais par contre certains travailleurs, nous disait un président de zadruza, ont totalisé plus de 450 journées labour ». Ce chiffre représente plus de trois fois le salaire d'un paysan moyen. Nous aimerions savoir en fonction de quel critère le travail du berger, du moissonneur ou du tracteuriste peut être différencié. Tous ces éléments ne sont-ils pas indispensables à la production ? Pourquoi alors ces différences de salaires, ces inégalités. Faut-il en conclure que le seul stimulant productif soit l'intérêt ?

TITO ET LA N. E. P.

D'après ce bref aperçu sur la paysannerie nous sommes amenés à constater que ni dans le secteur industriel, ni dans le secteur agricole la société yougoslave ne réalise un mode d'organisation original. Ne peut-on comparer la paysannerie yougoslave présente à la N.E.P. de la Russie soviétique ? Nous nous promettons d'examiner ultérieurement les justifications d'un Boris Kidrich, selon lequel l'application concrète de la N.E.P. en Yougoslavie constituait plus qu'une révolution dé-

mocratique-bourgeoise, mais une progression vers le socialisme.

Il semble bien que le gouvernement yougoslave (5) ne soit pas désireux d'accéder au plus vite à cette étape tant promise du « socialisme ». Si Tito, dans son discours à l'Assemblée fédérale, sur la discussion du budget, le 27 décembre 1948, déclarait : « Il faut développer les coopératives déjà existantes et en créer de nouvelles » (6), aujourd'hui autre son de cloche. « Tan-yug » du 12 septembre 1950 nous apprenait que : « Actuellement le but des travaux du mouvement coopératif n'est plus de fonder de nouvelles coopératives (7), mais de renforcer et d'étendre celles qui existent et des succès ont été remportés cette année dans ce sens dans toutes les régions du pays ». En deux ans, les déclarations deviennent moins ambitieuses. Triste réalité d'une économie prétendument socialiste.

(1) Voir le « Libertaire », numéros 240, 241, 242 et 243.

(2) Boris Kidrich dans son rapport présenté au Ve Congrès du P.C.Y. déclarait : « Le paysan travailleur devient de plus en plus, en pratique, sous la direction du P.C. yougoslave, l'allié révolutionnaire le plus proche de la classe ouvrière, sans pour cela perdre dans sa psychologie les traits du propriétaire foncier. Au contraire, parmi les mots d'ordre au moyen desquels le P.C.Y. mobilise le paysan travailleur contre le capital financier et la bourgeoisie en général, figurent également la défense de la terre contre l'expropriation de la part des sangsues capitalistes ». (« L'édification de l'économie socialiste yougoslave », page 17).

(3) La propagande yougoslave est faite en ce sens.

(4) Du moins nous l'a-t-on affirmé à diverses reprises. Nous n'avons pu le vérifier.

(5) Ne peut-on attribuer cette politique aux exigences des U.S.A. en contre-partie de leur aide économique ? comme le faisait remarquer « Le Monde » dans son éditorial.

(6) J.B. Tito : « Les vrais motifs des calamités dirigées contre la Yougoslavie », page 30.

(7) C'est nous qui soulignons pour appuyer cette contradiction.

LES LIVRES

La Vie d'un Illégaliste

Quel est le personnage le plus extraordinaire que vous ayez rencontré ? A cette question, popularisée par les « digests » américains, Alain Sergent semble répondre à son tour en nous racontant la vie palpitante de Jacob (1). Cemedillon, exécuté en marge des si utiles et si remarquables travaux qu'il poursuit avec Harmel sur l'Histoire de l'Anarchie, rajoutera la mémoire des vieux militants, dont l'adolescence s'est enfoncée aux exploits des illégalistes. Il proposera à la réflexion des jeunes générations l'exemple, discutable mais admirable, d'un de ces hommes de grand format qui menèrent contre la société une lutte farouche...

Précédemment instruit des architectures secrètes de cette société qu'il a parcourue comme mousse jusqu'en Australie, qu'il a vue fondée partout sur le droit de la force, Jacob s'adonne dès sa seizième année aux idées libertaires, dans ce qu'elles avaient alors de plus

violents. On a quelque peine, dans l'apathie actuelle, à imaginer le bouillonnement révolutionnaire, fait de colère mais aussi d'espoir, qui agita toute l'Europe à la fin du dix-neuvième siècle. Les disciples de Proudhon et de Bakounine, désespérant de bouleverser ra-

pidement l'état social par la seule pénétration idéologique, se résolvèrent avec plus ou moins d'enthousiasme, à la propagande par le fait. Pendant que Kropotkine et Jean Grave dénonçaient l'exploitation de l'homme par l'homme, dans « Le Révolté », et préchaient le communisme libre, pendant que Pélout et Delesalle élaboraient la théorie du syndicalisme révolutionnaire, les plus pressés, exaltant jusqu'au sacrifice rituel la révolte individuelle, pensaient ouvrir à coups de bombes et de poignards une brèche dans l'ordre bourgeois. La religion de Ravachol, terrible et fulgurante, multiplia ses martyrs, Vaillant, Caserio, Henry, ensemençaient ses catéchumènes,

qui épelaient dans la brochure rouge de « L'Indicateur Anarchiste » cent recettes précises pour la fabrication des explosifs.

Après avoir essayé de la terreur explosive contre les « bouffe-galette », Jacob, à l'exemple de Clément Duvet et de Bin, choisit de frapper plutôt à l'estomac, au coffre-fort, au coffre. Il organise les « Travailleurs de la Nuit », qui pillent les villas, les châteaux et les églises, et dont les cambriolages subventionnent la propagande anarchiste. Mais, alors que ses comparses, oubliant la fin pour le moyen, essaient de s'enrichir à l'aveugle, Jacob, fidèle à ses principes, poursuit son œuvre de « reprise ». Imbu jusqu'aux moelles de la formule célèbre de Proudhon, il oppose, au vol légalisé des propriétaires, le vol légitime des dépossédés. A la vérité, il faut tout de suite intégrer pour maintenir celui-ci à la hauteur d'un sacerdoce révolutionnaire.

Alain Sergent, qui a eu l'avantage d'approcher largement Jacob dans sa retraite laborieuse, a puisé dans ces rencontres, mais c'est qu'il est aussi le romancier curieux d'humanité qui célèbre naguère « Le Pain et les Jours », le tendresse enthousiaste qui lui permet de restituer, à travers cent péripéties burlesques ou tragiques, la personnalité fascinante, complexe, contradictoire du hors-la-loi (2). Complexité ? Contradiction ? Certes, il y a, dans ce loup traquant la meute qui le traque, un mélange de tacticien, par ses inventions, Mais, au fond, c'est le même esprit méthodique qui l'assure dans l'intransigence de ses principes, de sa morale révolutionnaire, et qui lui dicte ses préparations minutieuses, ses exécutions intrépidités. On peut dire que Jacob, par ses innovations d'organisation et de tactique, par ses inventions d'instruments perfectionnés, a renouvelé la technique du cambriolage, et certains de ses exploits, comme le coup de la rue Quincampoix, sont restés classiques dans les annales de la police.

On songe avec regret à ce qu'un tel homme, doué d'une telle obstination et d'une telle sagacité, eût donné dans une société normale. Avancé, comme le héros du conte de Voltaire, dans un couloir tapissé de trésors, il vit, quant à lui, pauvrement. Sa personnalité, qui demeure intégrale et redoutable au milieu des pratiques les plus corrompues, évoque irrésistiblement celle de Vautrin, dressé comme une colossale incarnation du refus au cœur de la « Comédie Humaine ». Je dis bien de Vautrin, et non de Vidocq, l'ancien bagnard devenu policier sur qui Balzac a pris modèle et que Jacob, à qui Sergent faisait lire sa biographie, considérait justement comme un « moulin ».

Sergent, et je suppose qu'il l'a fait consciemment, a refusé la tentation, pourtant insidieuse et constante, de la légende. Transcrivant les souvenirs de Jacob lui-même, les recoupant à l'aide des textes de l'époque, c'est un document bourré de substance, où les romanciers puiseront sans vergogne. De même que Vidocq a inspiré Balzac et Hugo, et s'est immensifié sous leurs plumes enthousiastes en ces deux géants contraires de la révolte et de la résignation que sont Vautrin et Jean Valjean, de même Jacob se prolongera en surhumains avatars. Mais Sergent, travailleur pour l'histoire, a tourné le dos à

« Les braves saluent ces jeunes gens, presque intimidés du rôle qu'ils ont joué dans ce drame social et profondément humain. Eux qui se sont sacrifiés pour que l'humanité se réveille et fasse le procès de Franco. La magistrature s'est montrée réellement inquiète, soulageant en partie leur anxiété et la nôtre et celle de tous les hommes libres... »

l'épopée. Il a compris que la vie de Jacob, dont nous n'avons encore considéré jusqu'ici que les premiers pas, est à elle-même sa propre épopée. Il a compris que Jacob, à la différence de Vidocq, était déjà à lui-même son propre chef-d'œuvre.

Comme les chefs-d'œuvre, il échappe à la norme, et c'est au moment où la répétition de ses exploits va le réduire à une sorte de virtuosité, à la façon de cet Arsène Lupin qu'il a peut-être inspiré, c'est au moment où le voleur acculé va tomber jusqu'à meurtre, dont l'expérience des récentes années nous dit qu'il n'a jamais d'excuse, c'est alors qu'il se relève plus grand, plus pur, plus intact.

Voici Jacob, en 1905, devant les Assises de la Somme. Petit dans son box, entouré de 23 de ses complices, auréolé de 150 cambriolages, constellé de gendarmes et de bataillons, conspué et ovationné par la foule, voici, qui juge ses juges, et requiert contre la société. « Ce fut l'un des plus formidables procès de l'histoire criminelle », écrivait Louis Roubaud. Dès les premiers mots, dès l'interrogatoire d'identité, il attaque :

— Décourez-vous, dit le Président.

— Vous êtes bien couvert, vous !

— Levez-vous.

— Vous êtes bien assis !

Et le débat continue sur ce ton, mené par Jacob, tour à tour ironique ou provocant, jusqu'à sa déclaration officielle, qui est une condamnation sans circonstances atténuantes de la jungle sociale, jusqu'à son expulsion. « Les choses sont renversées, s'indigne l'« Auroré ». « Ce n'est pas la société représentée par les magistrats et les jurés qui juge Jacob, chef des voleurs, c'est Jacob, chef des voleurs, qui fait le procès de la société. En vérité, il conduit l'affaire. Il est tout le temps en scène, il est toujours à la riposte. Il fait au besoin les questions et les réponses. Il préside, il juge ! »

Et il n'a que vingt-cinq ans ! Et nous ne sommes qu'à la moitié du livre ! Condamné aux travaux forcés à perpétuité, étiéqué dangereux entre les dangereux, livré sans défense à une quelconque loi-mère à tous les sévices et à toutes les corruptions, il poursuit au bagne, dans ce microcosme de la société, la lutte cosmique en Europe. Et comme il a fait trembler la bourgeoisie et ses polices, il y fait trembler l'administration pénitentiaire et le directeur des îles du Salut, qui a laissé de ce duel un témoignage obsédé. Comme jadis, il alterne la violence et la ruse, déjouant tous les complots de la choumure grâce à sa connaissance subtile de la jurisprudence, perfectionnée durant les 45 années de cellule que lui valent 48 tentatives d'évasion. Il est devenu une puissance aux îles. Quand il est libéré, sur une campagne de presse, en 1928, après 25 années de bagne et de prison, il émerge pur de toute cette boue.

Le lecteur, à ce moment, se reporte machinalement aux premiers pages du livre, les plus belles peut-être. Celles où le peintre mesure son modèle visuellement, essayant de découvrir son visage expressif et divers, et soudain si sévère, le secret de cette existence tumultueuse.

Jean Vitla.

(4) Aux Editions du Seuil. « Un Anarchiste de la Belle Epoque » (4 illustrations), (en vente 290 fr., franco 345 frans).

(2) En vente (420 fr., franco 475 fr.). ATTENTION : Le livre sera dédié par A. Sergent à la Librairie, 145, quai de Valmy, le samedi 2 décembre, de 15 à 18 heures.

Devant le tribunal de Gênes

(SUITE DE LA QUATRIÈME PAGE)

« Enfin est appelée à déposer la camarade Montseny. Federica Montseny évoque les relations existant entre les jeunes libertaires du monde et particulièrement entre les jeunes Italiens et Espagnols.

« Elle rappelle avec force les crimes de la terreur franquiste contre les antifascistes espagnols qu'ils soient catholiques basques, socialistes, républicains, communistes ou syndicalistes. Elle évoque l'assassinat de Carlos Reñola, philosophe octogénaire, qui dans son quotidien notait jour après jour les atrocités accomplies par la police franquiste, puis les assassinats de Rodriguez, Barros, Alpuente, Carballera, Martinez, des seize martyrs du « camp de Bata » et elle montre l'effet que ces assassinats pouvaient produire sur la jeunesse du monde et spécialement dans l'âme de De Luchini, Mancuso et Busico qui les avait connus personnellement.....

« Midi est arrivé entre temps et le président renvoie l'audience à l'après-midi. A la reprise nous assistons à la déposition d'Aldo Garosci, l'écrivain et publiciste connu, combattant en Espagne, fondateur avec Rosselli du mouvement antifasciste « Justice et Liberté ». Il était à Barcelone en 1936 lors des mouvements de résistance antifasciste auquel les couches les plus diverses de la population participèrent.

« Contre ce mouvement s'instaura une répression pire que celle que les S.S. imposèrent en Italie pendant l'occupation. L'œuvre des anarchistes espagnols a été admirée, dit Garosci, par un grand nombre d'anarchistes espagnols. Carlo Rosselli écrivait : « que les anarchistes en Catalogne » avaient su en trois mois seulement substituer à l'ordre social défunt un nouvel ordre révélant un admirable sens de la mesure, de réalisme, d'organisation. »

« Que le syndicalisme anarchiste « révélait de grandes possibilités constructives. »

« On lit ensuite la lettre adressée par l'écrivain Carlo Levi, qui n'a pu se rendre à Gênes.

« Carlo Levi écrit : « Contre le régime franquiste, soit dans la période de son éclosion, soit pendant de nombreuses années jusqu'à aujourd'hui, les anarchistes espagnols ont mené une bataille incessante où nombreux ont été les sacrifiés, les morts, les torturés, les emprisonnés, merveilleux les actes d'héroïsme, les épisodes valeureux qui en face de l'histoire montrent la dignité de cette terre tragique. Le mouvement anarchiste espagnol, s'expri-

mant dans la G.N.T. a été et reste un mouvement populaire, qui représente l'expression du génie de la nation espagnole et de sa tradition de défense séculaire des valeurs individuelles, de l'homme et de la dignité de l'individu, en face de toutes les formes d'oppression et de tyrannie. On peut dire sans crainte de paradoxe que toute l'Espagne a vécu et vit à travers son esprit libertaire fondamental. »

« Dans son réquisitoire, le procureur général reconnaissant entre autres la circonstance atténuante que constitue la haute valeur morale et sociale des inculpés examine article par article les chefs d'accusation. Il conclut en requérant les peines suivantes :

Pour Busico : 4 ans et 10 mois de détention ; pour Mancuso : 4 ans ; pour De Luchini : 5 ans et 5 mois ; pour V. Toccafondo pour apologie du crime : 9 mois de réclusion.

« C'est alors au tour de notre camarade l'avocat Pedio. A travers les plaidoiries des avocats, d'ailleurs de tendances politiques diverses, s'écrit une nouvelle page de l'anarchisme, d'affirmation idéologique, non seulement par le geste accompli par nos jeunes camarades mais encore par la mise en valeur historique et humaine de ce geste et de l'idée directrice, et par l'expression d'une résonance plus large de notre idéal dans les consciences humaines. Plus contenu dans les termes juridiques, la plaidoirie de l'avocat Pedio, qui outre cet acte de foi a voulu sortir des déclarations idéologiques pour se réclamer plus des principes purement humains en soutenant la thèse de la légitime défense. »

« Il n'est pas punissable, a-t-il déclaré, celui qui a commis un crime contraint par la nécessité de défendre un droit pour lui, ou pour d'autres. Ainsi le veut la loi naturelle. La liberté, le droit à la vie sont aussi des droits à protéger. »

« Il a tracé un portrait moral de Busico formé dès sa prime jeunesse à la lutte armée contre le capitalisme nazi en Italie puis contre le franquisme en Espagne, où, à la lumière de la documentation fournie par les textes de cet avocat, on s'aperçoit que continue la guerre civile.

« Sur 27 millions d'habitants, écrit Cyordand, il n'y en a pas plus de 4 qui vivent bien, même trop bien, parce qu'ils sont pour Franco ou maîtres de

l'économie. Le reste : 23 millions, vit dans la misère. »

« L'avocat Pedio affirme que c'est la tragique documentation sur la liberté bâtonnée, les violations du droit de vie qui s'inscrivent au cœur Busico et ses camarades et le poussait à l'action « moralement juste, humainement sainte » qui recueillait le cri de douleur lancé par la résistance espagnole. « Busico a agi, avec ses compagnons, l'intérêt de ses camarades de lutte. »

« L'avocat Pedio étaye ses affirmations en faisant un tour d'horizon historique des défenseurs de la liberté, de l'antiquité aux temps modernes et qui, comme lui, ont été persécutés, emprisonnés, exilés, ou même exécutés, pour la cause à laquelle ils se voulaient aujourd'hui regardés comme des héros.

« Après la plaidoirie de Pedio, l'audience est close à une heure tardive de la soirée et renvoyée au mercredi suivant en raison de la grève générale proclamée à Gênes, à la suite de conflits sociaux.

« La plaidoirie de Pedio du 15 novembre est celle de l'avocat Punzo d'Allesandria qui, de sa voix chaude et passionnée répond au Procureur général que, si, comme il l'avait exprimé, il désistait connaître l'anarchie ; un militant quelconque en un autre endroit, l'aurait volontiers renseigné.

« Je reconnais, a dit l'avocat, que les anarchistes sont des hommes supérieurs. A l'égard de Gallée dont on condamne les idées trop neuves et trop révolutionnaires pour ses contemporains, ils apportent au monde des idées aujourd'hui mal comprises mais sûrement réalisables dans le domaine social. » Me Punzo a vu les anarchistes partout où les opprimés se dressent contre les oppresseurs, et il cite le cas de Roberto Harvasi qui lors de l'insurrection napolitaine, a guidé la population contre les occupants allemands et qui, le péril écarté, est retourné à ses occupations sans profiter nullement de la situation élevée où le combat l'avait amené : le cas de « Santa Caserio » qui se révolta contre l'autorité sans être pour cela un criminel, comme le Christ qui chassa les marchands du Temple.

« Ainsi, les inculpés, dit-il, sont fondamentalement honnêtes, cohérents avec leurs idées, désintéressés. Ces anarchistes n'ont pas lancé de bombe, ils ont planté le drapeau de l'Espagne libre sur le consulat franquiste. » Le procureur général, peut-être gêné par

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant
19, D. du Croissant, Paris-12

POURQUOI IL FAUT CHOISIR LE 3^{me} FRONT:

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

Par delà
l'angoisse
du XX^e siècle,

PARTIE DE POKER

Budget
1951,

voici l'heure du choix

En Extrême Orient

L'IMMENSE partie de poker, dont l'enjeu est la domination du monde, se joue avec des alternatives diverses, mais aussi avec toutes les roueries, les ruses et le bluff habituel à ce jeu.

En chaque endroit de la planète où les circonstances sont propices, les deux adversaires multiplient les « relances », jouant ici la carte de la guerre froide, là celle de la guerre « presque » chaude. Qu'importe les ruines accumulées par ce jeu sinistre : il s'agit de tâter le jeu adverse, de mesurer ses forces, d'expérimenter ses armes, de chercher le point faible.

Hier en Europe (à Berlin, en Autriche, en Yougoslavie) le jeu s'est déplacé aujourd'hui en Extrême-Orient. La Birmanie, l'Indochine, le Tibet, Formose, la Corée fournissent tour à tour ou simultanément les cartes du jeu.

Mais, dans la lointaine Asie, où les complications surgissent tous les jours, la vaste partie de poker revêt un aspect particulier. Si le jeu oppose toujours la Russie et l'Amérique, il semble que là-bas les cartes soient tenues en mains par deux hommes dont la fidélité à leurs blocs respectifs se tempère d'une indépendance où les ambitions personnelles ne jouent pas le moindre rôle.

Après avoir conquis la Chine sur le fantôme corrompu Tchong Kai Tchek, Mao Tse Tung se rendit à Moscou et la longueur des négociations prouva que le leader chinois n'avait rien de la docilité des domestiques stalinisés des Etats de l'Europe orientale. Bien que ces négociations soient demeurées pratiquement secrètes, on peut supposer que Staline a dû céder à certaines exigences de Mao pour ne pas perdre la carte chinoise comme il avait perdu la carte yougoslave.

Quant à Mac Arthur, que les Américains eux-mêmes commencent à appeler le César du Pacifique, de récents événements viennent de mettre en lumière la volonté très nette du conquérant américain de mener en Asie une politique personnelle, sans se soucier des directives de la Maison Blanche.

Déjà la rencontre de l'île de Wake qui avait été un peu pour le président Truman son voyage de Canossa, avait permis de mesurer la puissance du général. Le récent succès électoral de ses amis et supporters républicains aux Etats-Unis a libéré ses dernières hésitations.

Passant par-dessus la tête des diplomates, décidant en maître, enroulant ses dévotantes ambitions sous le drapeau de l'O.N.U., Mac Arthur vient de déclencher une offensive générale en Corée à l'instar même où les négociateurs de Mao prennent pied sur la terre américaine.

Nous avons suffisamment dénoncé le caractère impérialiste du vieil expansionnisme russe accommodé à la sauce stalinienne pour nous permettre de dénoncer aujourd'hui l'insolente provocation de ce soudard en mal de gloire militaire, dont le frénétique orgueil risque de précipiter l'heure de la grande catastrophe planétaire.

Ainsi, en Extrême-Orient, le duel Russie-Amérique se double d'un duel Mac Arthur-Mao Tse Tung et c'est là un élément dont il faut tenir compte pour suivre l'imbricatio de cette sanglante partie de poker que les peuples d'Orient comme d'Occident font les frais.

Quant au peuple coréen « libéré » de la « libération » russe par un conquérant américain, écarté sous les bombes au Napalm, ou décimé par « l'épuration » nordiste des valets stalinisés, puis par la « justice » du sinistre Syngman Rhee, viendra de son refus de servir ses saluts — et sa véritable libération — puisse-t-il enfin comprendre que son succès n'est que le succès de ses vainqueurs.

C'EST DANS CE SENS QU'EU-VRENT ET LUTTENT NOS CAMARADES DE LA FEDERATION ANARCHISTE COREENNE.

FAYOLLE.

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemain, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e
C. C. P. 5072-44
FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

BUDGET DE RUINE!

NOUS n'avons pas souvent l'occasion de souligner l'originalité de nos gouvernants. C'est ainsi que nous avons laissé M. Jean Letourneau prononcer ces paroles historiques à l'Assemblée : « L'Indochine est un avant-poste du monde libre », sans les commenter.

Mais nous ne pouvons passer sous silence les efforts visibles que fait l'équipe ministérielle Plevin pour équilibrer le budget.

Le budget 1951 se monte à 2.612 milliards pour les dépenses. Les prévisions s'établissent à 2.500 milliards ont donc été dépassées de 100 milliards, et ce cadre record serait selon les experts encore trop étroit.

Ses dépenses s'établissent ainsi :
Fonctionnement des administrations : 1.065 milliards, soit la moitié du budget. Ces dépenses sont par rapport à 1950 en augmentation de 105 milliards. Mais qu'est donc devenue « la commission « de la hache » ?
Travaux d'Etat : 157 milliards.
Dépenses militaires : 720 milliards, le tiers du budget.
Plan Monnet : 350 milliards.
Reconstruction : 263 milliards.
Flotte marchande : 34 milliards.
Construction d'habitations à loyer modéré : 33 milliards.

Les investissements sont en diminution de 47 milliards sur l'année dernière.
Ainsi les dépenses utiles du point de vue social se montent à 680 milliards, soit environ au 1/4 du budget. Le reste est consacré au fonctionnement de l'Etat et de l'Armée.

Examinons maintenant les recettes qui se montent au total à 2.615 milliards, soit :

Impôts : 1.555 milliards.

Décimes supplémentaires reconduits : 220 milliards.

Impôts nouveaux : 190 milliards.

Notons l'ingéniosité que cette façon d'équilibrer les dépenses révèle de la part de nos financiers. Les impôts qui se montaient à plus de la moitié des recettes sont encore augmentés :

— Majoration sur les gros et moyens revenus ;

— Majoration sur les personnes morales (sociétés) ;

— Majoration sur la taxe à la production ;

— Majoration sur la taxe transactions ;

— Majoration sur les mutations et successions.

On peut constater à la lecture de ces diverses majorations que les industriels et les commerçants sont surtout frappés. Cela nous serait relativement indifférent si, en économie, tout ne se tenait. Et si ce n'était en définitive nous qui faisons les frais de ces majorations d'impôts. On nous annonce par exemple que le vin subira au détail une hausse de 4 à 5 francs par litre,

le 10^e passant de 60 à 65 francs dans ces prochains jours.

On majore les impôts des gros, et les gros pressurent un peu plus les petits. Le cycle infernal est ainsi bouclé.

Mais si ces moyens traditionnels ont fait leurs preuves on nous en annonce de plus originaux encore :

— Institution d'une taxe sur les entreprises d'armement,

— Et surtout :

Réorganisation des transports : Plan Pinay.

En résumé, ce plan prévoit :

— Une taxe versée par la S.N.C.F. pour l'entretien des voies.

— Une taxe versée par les transports routiers.

Le problème de la suppression des lignes d'intérêt secondaire ne semble pas réglé.

2^e Autres recettes :

Contre-valeur en francs de l'aide Marshall : 120 milliards.

Emprunts et ressources de trésorerie : 320 milliards.

Lutte contre la fraude fiscale : 20 milliards.

Lutte contre la fraude fiscale (?).

Ce point d'interrogation que nous avons vu figurer sur un « grand » journal bourgeois est suffisamment expressif.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs si nous leur avons donné une indigestion de chiffres. Mais c'est à ses finances que l'on juge un régime.

Et il apparaît à l'évidence que l'Etat, étranger au corps social actif, le parasite de plus en plus. Et que fatalement il réduit les dépenses sociales utiles alors qu'il augmente les siennes. Ainsi entraîne-t-il le dépeuplement de la société sur laquelle il vit, creusant ainsi sa tombe de jour en jour.

Il apparaît à l'évidence que pour équilibrer le budget nos ministres sont réduits à des expédients, et que tôt ou tard le régime ne sera plus financièrement rentable. Ce qui signifie l'écroulement. Rappelons par exemple le déficit financier chronique de l'ancien régime, dont la conséquence fut la réunion des Etats généraux de 1789, et la Révolution qui suivit.

Esprérons que le peuple de ce pays saura profiter du dépeuplement financier de l'Etat, mieux même, qu'il ne l'attendra pas pour provoquer sa chute. Et qu'il saura prendre en mains la gestion d'une société enfin financièrement stable et socialement évoluée. Les Anarchistes, en tout cas, feront de leur mieux pour l'y aider.

Henri MAY.

CONDITIONS d'une victoire ouvrière

Notre camarade Moine vous a exposé dans le numéro précédent les résultats négatifs obtenus dans la métallurgie. Il a annoncé que selon toute vraisemblance ils serviraient d'accord pilote, pour les discussions dans les autres branches de l'industrie. C'est ce qui se réalise dans les banques, où l'on adopte 6 %, dans les mines, le gouvernement va jusqu'à 8 %. On voit quelle « ampleur » va prendre le mouvement de hausse des salaires, surtout si on le compare à l'indice des prix publié par l'I.N.S.E.E. (1).

Nous vous avons promis d'exposer des solutions constructives pour remédier à cet état de choses. Examinons donc les causes de ces faits, les solutions s'en dégagent d'elles-mêmes.

Les travailleurs attendaient beaucoup du vote de la loi sur les conventions collectives. Cette loi votée, les pourparlers longuement et péniblement mis en train, aboutissent à des impasses. Les solutions de facilité ne paient pas, et les employeurs n'ont cure d'accorder à leurs employés ce que ceux-ci ne sont pas décidés à conquérir par leur action propre. Cette loi qui veut donner l'impression de protéger les intérêts ouvriers, a été votée au moment où elle ne mettait pas en danger la puissance patronale. Le patronat se sentant le plus fort tant que les travailleurs délèguent à leurs bonzes syndicaux le soin de défendre leurs intérêts au sein de diverses commissions, ne songe guère à aliéner une partie de sa liberté d'action dans la signature de conventions collectives. Mais si la situation changeait, si les travailleurs comptant sur leur action propre s'unissaient dans la lutte alors, là, le patronat signerait avec empressement ces conventions qui en marquent nettement les limites des revendications ouvrières leur opposeraient une digue. Il était tout de même nécessaire de faire quelque chose, pour maintenir une certaine confiance dans ces palabres de commissions, et c'est pourquoi le patronat a accordé ces augmentations plus symboliques que réelles. D'ailleurs le journal patronal « L'Usine Nouvelle » le dit d'une façon suffisamment explicite, quand il écrit : « Les augmentations de salaires ont été consenties dans un but de « paix sociale ». Ce n'est vraiment pas payer celle-ci bien cher.

Certains ont taxé de trahison les syndicats ayant mis leurs signatures au bas de l'accord de la métallurgie. Peut-être. Ces syndicats ont rompu l'unité qui existait entre les syndicats ouvriers à la commission des conventions collectives et ils ont donné un précédent vraiment regrettable sur un objectif essentiel pour le patronat, le préavis en cas de grève. Mais il convient d'examiner la situation plus impartialement et de voir toutes les données du problème.

C'est dans l'état général d'apathie où se trouve la classe ouvrière qu'il faut chercher les causes de la situation qui lui est faite. Celle-ci a remis tout le soin de défendre ses intérêts entre les mains de bonzes confédéraux ayant perdu toute attache avec elle. Elle a jugé trop dure l'action directe et s'en est remise à ses représentants. Ceux-ci, avec

toute leur bonne volonté n'auraient pu obtenir plus avec les moyens qu'ils imposaient. Ce sont les méthodes employées qui sont mauvaises, il faut reprendre le problème à sa base, et commencer par changer l'état d'esprit des travailleurs.

TRAVAILLEURS ! la loi n'est que l'expression de la volonté des plus forts. Elle est faite pour vous asservir, lorsqu'elle vous accorde un avantage, c'est que vous l'avez arraché de haute lutte ou lorsque la crainte de votre force a été assez vive.

Devant une grève générale, le patronat et l'Etat n'ont presque aucun recours et s'ils vous avaient décidés à l'affronter, ils esquiveraient certainement l'épreuve de force. La diversité syndicale n'est pas un obstacle suffisant pour empêcher l'union nécessaire dans ce genre de lutte. Il y a suffisamment de points communs à tous les travailleurs, quels que soient leurs syndicats pour former une large unité d'action sur ces points précis, à un moment précis, dans une action précise. C'est à la base, dans les usines, d'imposer à ses syndicats respectifs le principe d'une grève commune à toutes les organisations, sur les 40 heures, le relèvement du pouvoir d'achat l'échelle mobile.

Serge DAURIAC.

(1) Institut National de la Statistique.

Devant le Tribunal de Gênes

L'ACTE du 8 novembre 1949, par lequel trois jeunes militants de la Fédération Anarchiste Italienne manifestèrent, au nom de l'Ideal Anarchiste, leur solidarité envers tout un peuple opprimé, était appelé à avoir un grand retentissement : du monde entier, les témoignages n'ont cessé d'affluer vers ces camarades et en Italie même, tout ce que le pays compte de révolutionnaires et d'hommes de cœur, a tenu, avec la passion qui caractérise le mouvement révolutionnaire, à prendre la défense de Busico, Mancuso et De Lucchi ; c'est ainsi que l'on a vu le PROCES DE GENES, qui devait juger cet acte de courage, se transformer en PROCES DU REGIME FRANQUISTE :

« A dix heures environ, la foule accueillie en silence l'entrée de la Cour (président : Rocco di Torre Padula, assesseurs, docteur Riccadone, Ferrari, procureur général : Maltese). Au banc de la défense comme pour le procès du 1^{er} juin 1950, les avocats : Ernesto Monteverde, Giuseppe Macchiavelli, Brunetti (de Gênes), Massimo Punzo (d'Allessandria), professeur Giuliano Vassalli (de Rome), et notre camarade Tommaso Pedio (de Potenza).

« L'audience ouverte, le procureur général exhorte au calme des esprits pour que le procès, procès politique, donc délicat puisse se dérouler dans la sérénité. Le président s'associe à cette exhortation au nom de la Cour.

« Vincenzo Toccacafondo est alors appelé à déposer, inculpé lui aussi comme signataire d'un communiqué publié dans les journaux de Gênes après l'attentat, affirmant la solidarité des anarchistes liguriens envers leurs camarades auteurs de cet attentat. Vincenzo Toccacafondo, de sa voix lente et forte, montre la signification de notre solidarité et déclare que jamais il ne s'est préoccupé du fait que certains pourraient voir dans cette manifestation de solidarité l'apologie du crime. Il conclut son exposé en affirmant qu'il n'est nullement préoccupé des conséquences personnelles qui pourraient dériver de la sentence, il affirme qu'il n'a qu'un seul juge : sa conscience.

« Puis est appelé Gaetano Busico. Presque immobile, le visage serein, le regard clair et vif comme celui de ses deux camarades, à côté de lui, il répète ce qu'il disait à l'audience du 1^{er} juin :

« On devait faire quelque chose ; on devait secouer les hommes de cette apathie où ils sont aujourd'hui plongés, les tourner vers ce peuple oppri-

mé, enchaîné, les amener à un acte de protestation contre les persécutions franquistes, pour qu'elles finissent une bonne fois. »

« Il évoque avec passion sa présence en Espagne dans les rangs de la résistance, pendant les années 1945-46, les camarades tombés : Sabater Alpuente, Rodriguez, Barro, Amador Franco, surtout Martinez, l'ami, le frère. Il rappelle comment son projet mûrit et affirme enfin vouloir être jugé uniquement responsable de l'attentat. « Il est inutile de faire payer à tous les traits ce que j'ai fait moi seul. Moi seul je dois payer ! »

« Vient ensuite l'interrogatoire d'Eugène de Lucchi qui confirme les déclarations faites lors de l'instruction et réaffirme sa conviction, partagée par les camarades Mancuso et Busico, que l'action entreprise s'imposait, que l'on devait absolument agir pour que cessent les excès criminels du régime franquiste. « Cela ne pouvait pas durer. Nos camarades, comme les antifascistes espagnols, ne devaient pas continuer à mourir. Quelqu'un devait le dire, et fort. »

« Gaspare Mancuso, lui, évoque brièvement comment, après sa fuite, il s'est constitué prisonnier à la frontière italienne. « J'entendais être au procès, Busico et De Lucchi payaient ce qu'ensemble nous avions accompli. Je devais me retrouver avec eux. »

« Puis défilent les témoins mineurs qui confirment leurs dépositions à l'instruction et répondent aux questions du président sur les événements auxquels ils assistèrent ou participèrent : le commissaire de police Ferrara, le brigadier de gendarmerie Mori, l'huissier du consulat Bertolotto, l'employé du consulat Dellacasa, l'agent Emali et le carabinier Turtoro.

(Suite page 3, col. 1.)

Vendredi 15 Décembre Palais de la Mutualité Vendredi 15 Décembre
Ouverture des guichets : 20 h. 15 précises
GRAND GALA DE SOLIDARITE
organisé au profit de notre vieux camarade Charles d'AVRAY
Allocution par
Jean MARSAC Aurèle PATORNI Robert ROCCA
Marcel HERBERT Germaine KERJEAN Jean LUMIERE
Roberte MARNA Louis DENALAIR Janine JACQUES
NOEL-NOEL Catherine MICHARD Léo NOEL
Pierre DAC Raymonde DELCAMBRE René PAUL
CELMAS Un Jeune Inconnu TANIA
Gaston GASSY Claude ARMOR Léo CAMPION
Jacques CATHY Sandra DOLZA Jacques GRELO
La SAGRARO Charles d'AVRAY Lionel FRANCK
Au piano : Les compositeurs et le programme sera présenté par
S. MANFRINO et L. HENRIETT Betty BARNAY et Gaston GASSY
Prix unique d'entrée : 150 francs
On peut louer ses places au « Libertaire »
145, quai de Valmy, PARIS-X^e
Etant donné l'importance du programme, lever de rideau à 20 h. 45.